

ASSEMBLÉE NATIONALE
4 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N ° II-1341

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 42
ÉTAT B
Mission « Culture »

I. Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Patrimoines	0	32 655 849
Création	0	28 589 238
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	0	22 623 553
Soutien aux politiques du ministère de la culture	0	5 530 729
<i>dont titre 2</i>	0	2 429 866
TOTAUX	0	89 399 369
SOLDE	-89 399 369	

II. Modifier ainsi les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Patrimoines	0	34 487 648
Création	0	28 055 235
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	0	21 362 382
Soutien aux politiques du ministère de la culture	0	5 494 104
<i>dont titre 2</i>	0	2 429 866
TOTAUX	0	89 399 369
SOLDE	-89 399 369	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Comme annoncé par le Gouvernement lors du dépôt du PLF 2025, dans le cadre de mesures visant à atteindre 5 % du PIB, cet amendement minore les autorisations d'engagement et crédits de paiement de la mission « Culture ». Ainsi, le présent amendement procède à une annulation de crédits sur le programme 175 « Patrimoines » à hauteur de 32,7 M€ en AE et 34,5 M€ en CP, le programme 131 « Création » à hauteur de 28,6 M€ en AE et 28,1 M€ en CP, le programme 361 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » à hauteur de 22,6 M€ en AE et 21,4 M€ en CP et le programme 224 « Soutien aux politiques du ministère de la culture » à hauteur de 5,5 M€ en AE et 5,5 M€ en CP. Il en résulte un total d'annulations de 89,4 M€ en AE et 89,4 M€ en CP sur le périmètre de la mission.

Parmi ces annulations, 5,4 M€ en AE et CP sont des annulations de crédits de titre 2 et de SCSP liées aux mesures transversales prises en matière de masse salariale (indemnités journalières, ajout de deux jours de carence) dont 2,5 M€ en AE et CP portent sur le titre 2 du programme 224 « Soutien aux politiques du ministère de la culture ». Enfin, 5,0 M€ en AE et CP sont des annulations au titre d'une réforme du « Pass Culture ».